

Situation et perspectives de l'économie nationale : Au-delà de l'écran comptable, la transformation structurelle continue

Après deux décennies marquées par une croissance faible et erratique, la trajectoire du modèle de développement au Maroc s'est inscrite, au cours de cette dernière décennie, dans un schéma porteur d'une croissance soutenue et moins volatile, fruit de la diversification de la base productive et de la tertiarisation croissante de l'économie nationale.

En effet, les différentes stratégies sectorielles lancées au cours de ces dernières années ont induit progressivement des modifications profondes de la structure économique et une modernisation du tissu productif national. Un des faits marquants de la mutation progressive de l'économie marocaine est le processus de sa tertiarisation croissante avec une part de 60% de la valeur ajoutée totale en 2014 contre 52,8% en moyenne dans les années 80, soit un gain de 7,2 points, grâce aux grandes réformes engagées, principalement, dans les secteurs des NTIC, du secteur bancaire, des services rendus aux entreprises...

De même, la mutation structurelle du secteur agricole impulsée par le Plan Maroc Vert a changé le profil de la croissance de la valeur ajoutée agricole marquée, désormais, par une faible volatilité, suite à la forte progression de la contribution des spéculations agricoles à forte valeur ajoutée au détriment de la part de la céréaliculture.

Parallèlement, l'émergence de nouvelles spécialisations à forte valeur ajoutée, notamment, dans l'industrie a favorisé la modernisation de notre base productive comme en témoigne leur contribution soutenue aux exportations et à l'emploi qualifié, dans un secteur industriel traditionnel caractérisé jusque-là par une spécialisation fondée sur la prépondérance de plusieurs emplois précaires et peu décents. L'émergence de nouveaux métiers moteurs de croissance a permis de hisser, à partir de 2014, un secteur comme l'automobile au premier rang des activités à l'export devant les phosphates et dérivés. Cette mutation est, également, perceptible au niveau du renforcement du contenu technologique de nos exportations et de la structure des IDE qui place, désormais, l'industrie au premier rang (moyenne 2012-2014).

D'un autre côté, le passage des comptes nationaux de la base 1998 à celle de 2007 a entraîné, globalement, une révision à la hausse des niveaux des principaux agrégats et un léger changement de la structure du PIB. Ainsi, le PIB a été réévalué à la hausse de 5,1% et la nouvelle configuration sectorielle du PIB se caractérise par une amélioration confirmée de la part du secteur tertiaire (commerce et services) et dans une moindre mesure de celle du secondaire (industries extractives et de transformation, eau et électricité et BTP).

Notons cependant que l'enquête de structure de 2007, qui constitue la base de l'élaboration des comptes nationaux, ne pouvait permettre de saisir l'ampleur des transformations structurelles dont les rythmes se sont accélérés à la faveur de nouvelles politiques sectorielles lancées ,en grande partie, à partir de 2008, tels le Plan Maroc Vert, le Pacte pour l'Emergence Industrielle... L'Enquête Nationale sur les Structures Economiques lancée en avril 2015 serait probablement porteuse d'informations précieuses à ce propos et serait d'une grande utilité, surtout, si elle tient le pari de livrer dans des délais raisonnables ses résultats détaillés.

En outre, le niveau agrégé des données issues du système de la Comptabilité Nationale (Exemple : absence de la FBCF ventilé par secteur, structure de la VA agricole par sous branche, structure de la VA industrielle par sous branche,...) ne laisse point apparaître les mutations qui s'opèrent à l'intérieur des différents secteurs. Ces mutations demeurent, par contre, perceptibles à travers les indicateurs factuels de l'évolution structurelle des secteurs (Exportations, IDE,...).

I. Mutation structurelle du tissu productif national

➤ Reconfiguration structurelle agricole

Depuis le début des années 2000, l'agriculture marocaine connaît une profonde mutation de la structure de sa production avec une tendance forte vers la réduction de la volatilité de ses performances. Cette dynamique a été davantage renforcée à travers l'adoption du Plan Maroc Vert qui a eu le mérite, depuis son lancement en 2008, non seulement de poursuivre et d'approfondir la reconfiguration structurelle du secteur agricole national, mais d'asseoir une vision ambitieuse et inclusive du développement agricole couvrant les différentes catégories d'acteurs de la chaîne de valeur en relation avec l'agriculture aux niveaux national et régional.

L'avènement du PMV a, en effet, généré un dynamisme probant du secteur avec, notamment, une multiplication des investissements agricoles (privés et publics) par 1,7 entre 2008 et 2014 et une amélioration significative la valeur ajoutée agricole avec un taux de croissance annuelle moyen de l'ordre de +6,7% (selon la base 2007) pour la même période contre +3,9% pour le reste de l'économie nationale. Cet essor a été constaté pour l'ensemble des filières agricoles dont, en particulier, les agrumes (amélioration de leur production de +79,9% en moyenne annuelle sur la même période), l'olivier (+105,5%) et les viandes rouges (dépassement de près 11,1% de l'objectif fixé en 2014).

Ces réalisations ont contribué à la consolidation du nouveau profil de la croissance de la valeur ajoutée agricole qui est désormais marqué par une faible volatilité avec une diminution de l'écart-type de cette dernière de près de 60% entre les deux périodes 1990-1999 et 2000-2014. Cette résilience du secteur à l'égard des aléas climatiques a été davantage renforcée grâce aux efforts engagés dans le cadre du PMV dans le sens de l'augmentation des plantations à fortes valeur ajoutée de l'ordre de 37%, permettant un renforcement des filières plus résistantes à la sécheresse au détriment des céréales. En effet, une régression du poids de la céréaliculture dans la valeur ajoutée agricole à des niveaux nettement plus bas que ceux enregistrés dans le passé (ramené à 19% après 30%) a été constatée, contrastant avec la place désormais prépondérante des productions à fortes productivité et valeur ajoutée (élevage : 27,7% de la VAA ; arboriculture : 22,5% et cultures maraîchères : 18,9%) dans les performances du secteur agricole.

Cette orientation a été, également, renforcée par l'amélioration de la valorisation des ressources hydriques disponibles avec une augmentation de l'ordre de 3.500 dirhams par hectare de la valeur ajoutée agricole au niveau des zones irriguées, et ce, à travers le renforcement de la politique d'économie d'eau engagée depuis 2008, et une augmentation des superficies sous micro-irrigation de près de 127%.

Par ailleurs, les actions stratégiques PMV ont mis l'accent sur l'amélioration et la stabilisation de la productivité de l'agriculture marocaine, tout en ciblant le renforcement des revenus des acteurs les plus fragiles à travers un programme de reconversion des cultures inscrit dans le cadre du Pilier II du Plan. Dans ce sens, les aides et l'accompagnement prévus dans le cadre de la mise en œuvre des projets de ce pilier ont touché plus de 500.000 personnes contribuant à l'appréciation du PIB agricole par habitant de l'ordre de 48% en milieu rural.

➤ **Reconfiguration du secteur industriel marocain avec l'émergence de nouveaux secteurs moteurs**

Marqué jusqu'à la fin de la décennie 90 par une forte concentration sur des spécialisations traditionnelles, l'industrie marocaine s'est inscrite, durant la décennie 2000 et plus particulièrement à partir de 2005, dans une mutation progressive laissant apparaître une dualité entre des secteurs traditionnels en essoufflement, à l'instar de la branche du textile-habillement en quête d'un nouveau repositionnement, et de nouvelles spécialisations en émergence en l'occurrence les industries de l'automobile et de l'aéronautique. En l'absence de données détaillées des branches industrielles de la Comptabilité Nationale, l'analyse des données factuelles tirées de l'enquête industrielle permet de constater des mutations profondes des branches industrielles entre les deux sous-périodes 1998-2005 et 2006-2013. Il en ressort les principaux messages suivants:

- Progression soutenue de la valeur ajoutée industrielle de 6,2% par an sur la période 2006-2013 contre 2,5% entre 1998 et 2005, tirée principalement par la branche de la Chimie-parachimie (9,5% après 3,2%) en relation avec la mutation observée au niveau des dérivés de phosphates et la performance structurelle de l'industrie pharmaceutique. Cette progression a été, également, tirée par le dynamisme de la branche mécanique-métallurgique (6,7% après 3,2%) en rapport avec la performance de la branche automobile avec l'entrée en service du grand projet Renault qui a permis de porter la production automobile nationale à 227.579 véhicules en 2014 contre seulement 18.546 véhicules en 2003 portant ainsi la part de marché du Maroc à 35% contre 5% en 2003. En outre force est de constater la percée de la valeur ajoutée de l'agro-industrie de 6,2% durant la période 2006-2013 contre seulement 2,5% entre 1998 et 2005.
- Dynamisme soutenu de l'investissement porté par les secteurs à plus forte valeur ajoutée : en effet, la progression l'investissement industriel de 6,4% sur la période 1998-2012 a été essentiellement tirée par l'évolution remarquable des industries mécaniques et métallurgiques de 13%/an (industries de l'automobile et de l'aéronautique, industrie métallurgique...), de la Chimie-parachimie de 8%/an (investissements consentis par le Groupe OCP pour la valorisation du phosphate, par les industries des matériaux de construction notamment pour le ciment, par l'industrie pharmaceutique...), de l'électrique et électronique (8,5%) suivie par l'industrie agro-alimentaire (5,2%). En contrepartie, l'investissement dans l'industrie du textile-habillement et cuir a accusé une chute continue de 1,4% par an sur la période 1998-2013 avec une accélération durant la phase 2006-2013 (-2,6%).
- Amélioration de la productivité industrielle durant la deuxième période avec une hausse moyenne de 5% contre 1,7% durant la période 1998-2005 à la faveur de l'évolution soutenue de la productivité de la branche chimique et parachimique et de la mécanique-métallurgique permettant de contrebalancer la contreperformance de la branche « textile-habillement et cuir » qui a vu sa productivité régresser de 0,1% par an sur la période 1998-2013.

Cette mutation structurelle est, également, perceptible à partir de trois variables importantes à savoir les exportations, l'emploi décent et les IDE :

- Les exportations des métiers mondiaux du Maroc (MMM) ont atteint, en effet, près de 119 milliards de dirhams en 2014 contre près de 75,5 milliards de dirhams en 2008, ce qui correspond à un additionnel de plus de 44 milliards de dirhams. Cette dynamique a été,

principalement, tirée par les performances remarquables des secteurs de l'automobile (une croissance annuelle moyenne de 22% entre 2008 et 2014), de l'aéronautique (une croissance annuelle moyenne de 13% contre +5% pour l'agro-alimentaire et +4,5% pour l'électronique).

- L'évolution positive du contenu technologique des exportations des produits manufacturés à technologie moyenne élevée et haute. Leur part s'est, sensiblement, renforcée au cours des dernières années pour atteindre 47% en 2013 contre 31% en 2003 convergeant progressivement vers la moyenne mondiale de 56,8% au cours de la période 2009-2012. Cette tendance s'explique principalement par la hausse des exportations de véhicules, d'appareils électriques....
- De même, la contribution à l'emploi qualifié et hautement qualifié marque cette modernisation avec des taux de croissance annuels moyens de l'emploi de 16%, 14% et 9% respectivement pour l'automobile, l'aéronautique et l'électronique entre 2008 et 2012. Ces performances contrastent, néanmoins, avec la baisse structurelle de l'emploi formel dans la branche du textile-habillement.
- L'analyse de la structure des IDE montre un basculement vers les activités industrielles qui ont occupé durant la période 2012-2014 la première place avec une part moyenne de 30% au détriment des activités traditionnellement dominantes à l'instar de l'immobilier et du tourisme.

Transformation structurelle au niveau du secteur des phosphates et dérivés

Résultat des choix stratégiques pris par le groupe à travers, notamment, une meilleure valorisation du phosphate roche (la part des dérivés de phosphate est passée de 78% des exportations globales de l'OCP en valeur en 2014 contre moins de 68% en 2000) et un recentrage des exportations sur les principales puissances agricoles et démographiques à l'instar de l'Inde et du Brésil et de plus en plus l'Afrique, ce secteur a marqué une véritable rupture à partir de 2006 comme en témoigne l'évolution des principaux agrégats suivants :

- La hausse importante de la valeur ajoutée de ce secteur passant d'un palier de valeur ajoutée moyenne de 8.731 millions de dirhams sur la période 2003-2007 à 21.734 millions de dirhams durant la période 2009-2013.
- La hausse spectaculaire du volume des investissements du Groupe de 22,7% par an durant la période 2000-2013 pour atteindre un record d'investissement de 29,5 milliards de dirhams en 2014.
- L'évolution soutenue des exportations des phosphates et dérivés ont évolué favorablement de 8,8% en moyenne annuelle avec deux périodes d'évolution distinctes : la première période 2000-2009 (hors année 2008) marquée par un niveau moyen des exportations ne dépassant pas 16 milliards de dirhams et centrées, principalement, sur le phosphate roche et la deuxième période 2010-2014 marquée par le passage vers un nouveau palier avec une moyenne d'exportations qui dépasse 41,5 milliards de dirhams fortement tirées par les dérivés du phosphate (en 2014, la part des dérivés dans la valeur totale des exportations est de 78,5%).

L'ampleur de ces transformations avérées n'apparaît pas encore au niveau des données de structure et appellent une prise en considération continue lors des analyses consacrées à l'évolution de l'économie nationale et à sa croissance en attendant les résultats de la nouvelle enquête de structure lancée par le HCP.

II. Eléments de contexte pour le cadre macroéconomique 2015-2016

A la lumière des transformations structurelles susmentionnées, non encore complètement perceptibles à travers les données de la Comptabilité Nationale, le débat sur les prévisions devrait, désormais, être repositionné sur le comportement de la croissance sous le prisme de la création de richesse, en essayant d'éliminer les effets comptables -sources éventuels d'incompréhensions et de biais d'interprétations-.

A titre d'exemple, on s'intéressera ici, également, à l'évolution d'une composante de calcul du PIB qui s'est imposée à l'observation ces deux dernières années et dont l'interprétation peut altérer la compréhension du cheminement de la croissance dans notre pays. Il s'agit de la rubrique « impôts sur les produits nets de subventions ».

En effet, les *évolutions opérées durant la période récente 2012-2014* révèlent un apport devenu considérable de cette composante qui a enregistré une croissance de l'ordre de 13,4% en 2014 et de 14,7% en 2013 après 6,8% en 2012. Ce renforcement du rythme de progression a reconfiguré la structure du PIB dans le sens où :

- La part relative de la valeur ajoutée agricole dans le PIB a accusé une baisse de 0,8 point entre 2012 et 2014 pour s'établir à 10,7% compte tenu du nouveau poids de cette composante;
- Il en est de même pour la part de la valeur ajoutée non agricole qui a, également, affiché un repli de 1,6 point pour se situer à 79,1% ;
- Ces « baisses » relatives ont été réalisées au profit de la composante « impôts sur les produits nets de subventions » qui a connu une amélioration de sa part dans le PIB de 2,4 points pour s'établir à 10,2%, alors même que d'un point de vue strictement économique cette rubrique relève plus de la sphère de la répartition et non de celle de la production au sens de la création de richesse stricto sensu¹.

Pour l'année 2014, les comptes nationaux, selon la nouvelle base 2007, ont fait ressortir une croissance du PIB, aux prix de l'année précédente, de 2,4%, soit un niveau de progression largement inférieur au potentiel de croissance de l'économie nationale.

La lecture des résultats des comptes nationaux montre que la composante « impôts sur les produits nets des subventions » a contribué d'une manière significative à la croissance du PIB réel de 49% (ou 1,2 point). Le secteur agricole a, en revanche, contribué négativement à la croissance réelle de -13% (ou 0,3 point), contrebalancée par la contribution positive des activités non agricoles d'environ 65%(1,6 point).

Sur le plan de la demande, les principaux résultats qui se dégagent des nouveaux comptes pour l'année 2014 révèlent une baisse pour la deuxième année successive de la FBCF de -1,5% en 2013 et de -0,4% en 2014. Sa contribution est passée de -0,5 point en 2013 à -0,1 point en 2014. La baisse la FBCF s'est accompagnée d'un processus de déstockage comme en atteste la contribution négative de la composante « variation des stocks », de -1 point après +2,3 points en 2013. En pourcentage du PIB, la variation des stocks a atteint 2,8% après 4,4% en 2013.

En parallèle, les exportations de biens et services sont le principal contributeur à la croissance du PIB réel avec un apport de 2,1 points, devançant, ainsi, les dépenses de consommation finale des ménages (1,9 point).

Concernant l'année 2015, l'économie nationale devrait enregistrer un net rebond de sa croissance pour s'établir autour de 5%. L'écart de prévision par rapport aux autres organismes provient, essentiellement, de la composante « impôts sur les produits nets de subventions » dont le Ministère de l'Economie et des Finances est le principal pourvoyeur d'information.

¹ La rubrique « impôts sur les produits nets des subventions » représente, selon le Système de la Comptabilité Nationale, un mode de valorisation de la production.

Cette rubrique, représentant 10% du PIB en 2014, devrait croître, en volume, de 15,6% selon le MEF et s'explique par :

- La baisse des subventions sur les produits, en volume, de 34% en 2015 pour atteindre 11,3 MMDH après une estimation de 17 MMDH en 2014 en lien avec la décompensation du gasoil et du fuel ONEE (intervenue depuis janvier 2015 et juillet 2014 respectivement). Ces deux composantes ont représenté en 2014, dans un ordre respectif, environ 31% et 12%, soit un total de 43% de la charge de compensation.
- La progression des impôts et taxes sur les produits en volume de 3,2% après 2,9% en 2014, en lien avec le bon comportement de la consommation des ménages (4,1% après 3,3% en 2014), atténué, toutefois, par l'évolution modérée de la FBCF (0,5% après -0,4% en 2014) et des importations des biens (0,1% après 2% en 2014).

Il est à signaler que les résultats des comptes nationaux trimestriels ont fait ressortir une hausse de 13% durant le premier trimestre de l'année 2015.

Pour ce qui est de l'année **2016**, l'exercice intervient après une année 2015 particulière marquée par :

- Un record au niveau de la production céréalière estimée à 110 millions de quintaux en 2015, alors que pour l'année 2016 l'exercice de prévision table, comme à l'accoutumé, sur une campagne agricole moyenne de 70 millions de quintaux. D'où un repli automatique supposé de la valeur ajoutée agricole en attendant la disponibilité de données fiables sur la campagne agricole;
- La nette progression des « impôts sur les produits nets de subventions » de 15,6% en 2015. Sous l'hypothèse d'un maintien de la compensation à son niveau actuel, il faudra s'attendre à une nette décélération de cette composante en 2016 pour évoluer à un niveau proche de 4%.

En revanche, d'un point de vue création de richesse stricto sensu, l'année 2016 devrait confirmer l'orientation positive des Métiers Mondiaux du Maroc, le rétablissement progressif des secteurs qui ont connu un ralentissement au cours de ces dernières années, la consolidation de la demande intérieure, le redressement de la demande étrangère adressée au Maroc ainsi que les transferts des MRE, l'allègement du déficit commercial et la reconstitution des réserves de change.

Subséquentement, il est plus judicieux et de bonne méthode, d'appréhender les perspectives de l'économie nationale en 2016, en termes de *valeur ajoutée non agricole* en évitant les biais d'analyse de la croissance en relation avec la prévision relative à une année agricole moyenne et avec le poids de la rubrique « impôts sur les produits nets de subvention » relevant plus de la sphère de la répartition que de celle de la production.

Ainsi la valeur ajoutée non agricole verrait son rythme de progression s'accélérer pour atteindre 3,4% après 2,7% en 2015, sous l'effet de la poursuite du redressement des activités secondaires qui devraient enregistrer une hausse de 3,1% après 2,5% en 2015, et le maintien de la croissance des activités tertiaires qui devraient progresser de 3,5% après 2,6% en 2015.

Dès lors, au-delà de l'écran comptable et des hypothèses traditionnelles propres à tout exercice de prévision dans l'état actuel de l'art, l'évolution de la croissance marocaine ne saurait échapper à l'effet des changements structurels importants qui l'ont marquée ces dernières années et qui renforcent son potentiel de croissance réel, notamment, à travers la contribution renouvelée de branches et de secteurs dont les performances s'affirment de jour en jour sans pour autant que leur dynamique et leur poids soient convenablement restitués au niveau des données de structure de l'économie nationale et encore moins alimenter des analyses économiques rigoureuses sur les nouveaux ressorts de la création de richesses dans notre pays.

En dehors de la prise en considération de ces précautions, l'année 2016 pourrait apparaître, paradoxalement et à première vue, comme une année de repli par rapport aux performances de l'année 2015 alors même que les tendances de fond de l'économie nationale confirmant la

transformation structurelle de son système productif conjugués aux données de conjoncture de l'économie mondiale et à ses prévisions de croissance préjugent du contraire.